



## PEACEBUILDING FUND

<b>Titre du Projet:</b> Renforcement de la confiance des partis politiques et de l'électorat (RECOPPEL)	<b>Recipient UN Organization:</b> PNUD
<b>Project Contacts:</b> <b>PNUD:</b> Metsi Makhetha Directrice Pays Tel : 62355469 Courriel : « metsi.makhetha@undp.org » Adresse : Commune Matam, quartier Lansébounyi, Coléah Corniche, Maison Commune BP : 222 Adama-Dian Barry, Chargée du portefeuille Elections et Consolidation de la paix, PNUD Guinée Adama.dian.barry@undp.org- Tél : +224 64 28 14 46	<b>Implementing Partner(s):</b>  NDI
<b>Project Number:</b> To be completed by UNDP MDTF Office	<b>Project Location:</b> Conakry et 33 préfectures du pays
<b>Description du projet:</b>  Le programme-RECOPPEL soutiendra les partis politiques guinéens à travailler ensemble dans la planification et la mise en œuvre des efforts des délégués de parti, de manière à réduire les tensions politiques, à accroître la transparence électorale, et à renforcer la confiance du public dans les institutions démocratiques naissantes de la Guinée. L'objectif global du programme proposé est d'améliorer, si nécessaire, la confiance des dirigeants de partis politiques guinéens et du grand public dans le processus électoral législatif, et donc dans la promotion d'élections pacifiques. Dans une hypothèse de base, le NDI travaillera avec toutes les trois coalitions de partis et leur fournira une assistance technique et logistique pour surveiller de manière plus systématique et efficace les futures élections législatives nationales. Pour ce faire, l'Institut se propose de mettre en œuvre un programme de six mois pour:  <ul style="list-style-type: none"><li>- Renforcer la capacité des partis politiques guinéens pour recueillir, analyser et utiliser les informations le jour de l'élection de manière convenable et efficace, et,</li><li>- Renforcer les capacités de planification stratégique des coalitions politiques guinéennes dans un cadre multipartite.</li></ul>	<b>Total Project Cost:</b> 2,015, 000 USD <b>Peacebuilding Fund:</b> 900 000USD <b>EU:</b> 350 000 Euro <b>Government Input:</b> ressources humaines <b>USAID :</b> 700,000 <b>Total:</b> 2,015, 000 USD <b>Project Start Date and Duration:</b> Janvier à juin 2013

**Domaines prioritaires du PBF et Résultats:**

Domaine prioritaire 1 du Fonds de consolidation de la paix. Correspond au PBF Out come 3 de ce domaine prioritaire (Fund facilitation of political dialogue).

**Outputs et activités clés:**

Dans cette seconde phase, le projet vise la réalisation de quatre produits majeurs:

- i) les capacités des partis politiques guinéens pour recueillir, analyser et utiliser les informations le jour de l'élection de manière convenable et efficace sont renforcées
- ii) les capacités de planification stratégique des coalitions politiques guinéennes dans un cadre multipartite sont renforcées.

Chacun de ces produits comporte un certain nombre d'activités clés qui se déclinent comme suit :

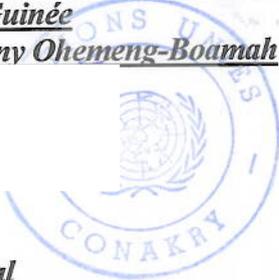
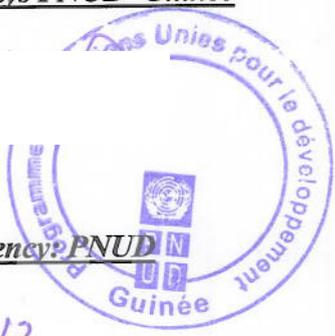
**Produit 1 : Les capacités des partis politiques guinéens pour recueillir, analyser et utiliser les informations le jour de l'élection de manière convenable et efficace sont renforcées**

- *Personnalisation de l'outil d'observation et développement de la stratégie de communication*
- *Sensibilisation transversale d'une coalition citoyenne*
- *Formation des formateurs/superviseurs et délégués de parti*
- *Observation et assistance technique le jour du scrutin*
- *Communication de la procédure et des résultats le jour de l'élection*

**Produit 2 : Les capacités de planification stratégique des coalitions politiques guinéennes dans un cadre multipartite sont renforcées.**

- *Les Consultations pour renforcer les coalitions de partis*
- *Assistance technique aux partis à cartographier la présence nationale et à élaborer des stratégies de déploiement*

**PROJECT DOCUMENT COVER SHEET**

<b><u>Co-chairs of the Joint Steering Committee</u></b>	
<p><b><u>Coordonateur Résident Système des Nations Unies en Guinée</u></b>  <b><u>Mr. Anthony Ohemeng-Boamah</u></b></p>  <p><b><u>Date &amp; Seal</u></b>  18/12/12</p>	<p><b><u>Son Excellence Mr. le Premier Ministre</u></b>  <b><u>Mr. Mohamed Said FOFANA</u></b></p>  <p><b><u>Date &amp; Seal</u></b></p>
<p><b><u>Recipient UN Organization(s)</u></b>  <b><u>PNUD</u></b></p>	<p><b><u>National Implementing Partner(s)</u></b>  <b><u>NDI</u></b>  <b><u>Ministère de l'administration du territoire et de la Décentralisation</u></b>  <b><u>OSC</u></b>  <b><u>CENI</u></b></p>
<p><b><u>Replace with:</u></b>  <b><u>Name of Representative: Metsi Makhetha,</u></b>  <b><u>Directrice Pays PNUD Guinée</u></b>  <b><u>Signature</u></b></p>  <p><b><u>Name of Agency: PNUD</u></b>  <b><u>Date &amp; Seal</u></b>  03/12/2012</p>	<p><b><u>Replace with:</u></b>  <b><u>Name of Head of Partner: Alhassane Condé</u></b>  <b><u>Signature</u></b></p>  <p><b><u>Name of Institution: Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation</u></b>  <b><u>Date &amp; Seal</u></b></p>

## Composante 1: Analyse de la situation

Les prochaines élections législatives en Guinée constituent une étape importante dans la transition démocratique nationale entamée en décembre 2008 suite à la mort de Lansana Conté, un autocrate ayant passé de nombreuses années au pouvoir. Après plus de 50 ans de règne autoritaire, les Guinéens se sont rendus aux urnes le 27 juin 2010, pour la toute première fois dans l'histoire de leur pays, pour voter à une élection présidentielle concurrentielle. Certes, cette élection représentait un premier pas dans la promotion d'une démocratie naissante dans le pays, mais les tensions ethniques et politiques persistent à cause d'une procédure électorale houleuse enregistrée lors de l'élection présidentielle. Le désarroi au sein de la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) a surtout entraîné un retard de quatre mois entre les premiers et deuxièmes tours de scrutin. Une éruption de violences électorales a conduit à la déclaration d'un état d'urgence jusqu'à ce que la Cour Suprême ait proclamé les résultats définitifs le 3 décembre, déclarant Alpha Condé nouveau Président de la Guinée : le premier président à être démocratiquement élu dans l'histoire du pays.

La Guinée se trouve actuellement à la croisée des chemins entre promouvoir une démocratie naissante et fragile ou retourner à système autocratique passé. Ces derniers mois, il y a eu un regain constant de tensions entre le gouvernement dirigé par Condé et les partis de l'opposition sur la composition de la CENI et les modalités d'organisation des élections législatives. Ces élections législatives auraient dû se dérouler six mois tout au plus, après le scrutin présidentiel conformément aux Accords de Ouagadougou<sup>1</sup>. Cependant, à plusieurs reprises, elles ont été repoussées de la date du 27 novembre 2011. En Avril 2012, le président Condé a une fois de plus reporté les élections, cette fois à une date indéterminée, tout en invoquant des difficultés techniques. A présent, la plupart des observateurs s'attendent à ce que les élections législatives de la Guinée se déroulent au cours dernier trimestre de 2012 ou dans la première partie de 2013. Les Guinéens éliront 114 députés à l'Assemblée nationale, avec un tiers des députés (38) élus à travers un système de scrutin majoritaire dans des circonscriptions uninominales<sup>2</sup> et les deux tiers restants (76) via un système de représentation proportionnelle à liste fermée.

Les défis techniques qui ont conduit à des retards persistants dans la tenue des élections législatives ont été aggravés par des querelles politiques entre les dirigeants des partis politiques et leurs partisans. Bien que plusieurs dirigeants politiques aient participé à un processus de dialogue dirigé par le gouvernement entre décembre 2011 et février 2012, ce dialogue n'a pas pu améliorer les relations entre les acteurs politiques. La méfiance généralisée et la suspicion mutuelle entravent une communication saine entre les trois principaux groupements de partis politiques qui doivent présenter des candidats aux élections : le *parti du Président Condé- Rassemblement du Peuple de Guinée (RPG)* et ses alliés, le *Collectif des partis pour la finalisation de la transition* dirigé par le candidat au présidentiel de 2010 arrivé second après Cellou Dalein Diallo, et l'*Alliance pour la démocratie et le Progrès (ADP)*. Les partis de l'opposition continuent de dénoncer le manque de transparence et d'inclusion dans la préparation des élections, et la révision de la liste électorale de la Guinée. Cependant, la démission de Loucény Camara de la

<sup>1</sup> Signé le 15 Janvier 2010, les Accords de Ouagadougou ont ouvert la voie à la transition démocratique en Guinée, en désignant un président de la République par intérim, qui à son tour, a nommé un Premier ministre civil pour diriger un gouvernement de transition.  
<sup>2</sup> Chacune des 33 préfectures de la Guinée représentent une circonscription électorale, ainsi que les cinq communes de Conakry

présidence de la CENI en septembre 2012 et l'accord du Président Condé pour une reconstitution de la CENI pourrait en être des points d'entrée pour un dialogue politique plus constructif, vu que les partis politiques de l'opposition ont douté de la capacité de la CENI à maintenir la neutralité, sous la direction de Camara et sa composition obsolète et partisane.

Aujourd'hui, quelques avancées significatives sont enregistrées par la mise en place d'une Commission Electorale Nationale Indépendante consensuelle et l'élection d'un président de la CENI issu de la société civile.

### **Composante 2: Partie narrative: justification du Projet**

Dans un contexte de tensions accrues, la surveillance effective des élections par les partis politiques renforcerait pour les membres de parti et le public en général la confiance dans la légitimité des résultats le jour de l'élection, et faciliterait l'acceptation pacifique des résultats, si le processus le mérite. En cas de sérieux problèmes dans le déroulement des élections, les délégués des partis pourraient aider leurs partis à collecter de manière crédible les preuves nécessaires pour valider leurs revendications et tenter de remédier aux irrégularités par des moyens légaux.

Des années de régime autoritaire ont freiné le développement des partis politiques en Guinée. Il y a actuellement plus de 150 partis enregistrés, dont beaucoup -- comme en témoigne le déroulement de l'élection présidentielle de 2010 -- recourent aux appartenances ethniques ou régionales pour obtenir un appui électoral. La plupart des partis politiques guinéens ont de fortes bases régionales ou des poches de soutien dans certaines zones géographiques, tandis que la grande majorité d'entre eux n'ont pas une forte présence nationale. Les partis n'ont pas encore fait preuve de leurs capacités de négociation, de communication et d'organisation pour travailler ensemble au sein et entre blocs de coalition pour empêcher la fraude électorale. En outre, à moins qu'ils ne développent les compétences nécessaires en matière de communication et de création de coalitions pour travailler au-delà des appartenances politiques, les partis politiques guinéens ne pourraient pas fonctionner efficacement au sein de l'Assemblée législative multipartite pouvant résulter des élections.

Bien que certains partis aient participé efficacement à l'élection présidentielle de 2010 ayant connu la participation de 24 candidats, un plus grand nombre de partis sont susceptibles de présenter des candidats aux législatifs. Une série de séances d'évaluation post-électorales organisées par l'Institut National Démocratique (NDI ou l'Institut) a révélé que les dirigeants des partis guinéens s'efforçaient de mobiliser et de déployer les témoins des partis pour observer les élections à travers le pays. Au regard de leurs ressources et capacités limitées, les partis politiques guinéens sont incapables d'organiser l'effort de contrôle systématique qui pourrait permettre de déployer le jour du scrutin, les délégués de partis formés sur environ 11.000 bureaux de votes<sup>3</sup> existant dans le pays.

Les effets et produits escomptés du projet s'inscrivent dans le plan prioritaire de consolidation de la paix, tout en mettant l'accent sur des actions urgentes à impact rapide devant être déployées pour créer un environnement global apaisé permettant l'organisation d'élections législatives libres, transparentes et crédibles.

---

<sup>3</sup> Estimation basée sur les chiffres de 2010, ayant enregistré 10.000 bureaux de votes à travers le pays.

Le NDI prévoit que le programme contribuerait à réduire les tensions politiques, à renforcer la transparence électorale et la confiance du public dans la démocratie et les institutions démocratiques naissantes de la Guinée. L'objectif global du programme proposé est de renforcer la confiance des dirigeants des partis politiques guinéens et du grand public dans le processus électoral législatif national, et par extension, promouvoir des élections pacifiques. Pour ce faire, l'Institut fournira aux coalitions de partis politiques une assistance technique et logistique nécessaire une observation plus systématique et efficace des prochaines élections législatives du pays.

*Effets escomptés:* « L'environnement socio-politique est inclusif et participe à favoriser l'enracinement du respect de l'État de Droit grâce aux mécanismes de prévention et de résolution des conflits appropriés au niveau local et national »

***Synergie du programme avec les objectifs du Fond pour la Consolidation de la Paix (Peacebuilding Fund—PBF) et la Déclaration d'Engagements Mutuels (Statement of Mutual Commitments—SMC) de la Commission pour la consolidation de la paix (Peacebuilding Commission—PBC).***

Au-delà du processus électoral, le programme RECOPPEL aurait des avantages importants pour le cycle plus large de consolidation de la paix en Guinée. En construisant la confiance des parties dans le processus électoral, le programme serait proactif en prévoyant et en atténuant les risques de violence à caractère politique ou ethnique, avant, pendant et après les élections. L'inclusion des femmes et des jeunes dans tout aspect du programme en tant que participants à tous les niveaux s'alignerait clairement avec l'orientation stratégique du PBC sur ces groupes traditionnellement marginalisés. En participant aux activités multipartis du programme et les efforts de planification stratégique, les dirigeants des partis amélioreraient leurs capacités à travailler dans des coalitions, ce qui sera essentiel pour aider la nouvelle Assemblée Nationale à fonctionner de manière efficace et cohérente en tant qu'institution représentante et politiquement diversifiée. En outre, la mise en œuvre des activités impliquant des participants de tous les trois groupements politiques du pays permettrait d'atténuer les tensions sociales et ethniques au niveau local, en créant des occasions de dialogue informel entre les opposants politiques et en améliorant les perspectives pour la participation politique pacifique dans les actuels et futures cycles électoraux. Enfin, en collaborant avec les parties ensemble dans des coalitions, le programme RECOPPEL promouvrait des institutions politiques plus cohérentes et moins fracturées qui peuvent contribuer à une plus grande stabilité politique dans l'immédiat et à long terme.

Comme l'illustre le tableau ci-dessous, le programme RECOPPEL ferait avancer la mise en œuvre de la Déclaration d'Engagements Mutuels (Statement of Mutual Commitments—SMC) élaborée conjointement par le Gouvernement de la Guinée et la Commission des Nations Unies de la Consolidation de la Paix. Le SMC comprend les quatre recommandations suivantes pour les mesures à prendre de la part de la PBC, desquelles seraient abordées et accélérées par le programme RECOPPEL telles quelles sont actuellement prévues:

Recommandation PBC	Contribution RECOPPEL
<p>19. Collaborer plus étroitement avec le gouvernement guinéen et les autres parties prenantes en vue de l'organisation de plans d'élections législatives qui soient politiquement et techniquement crédibles; de poursuivre, dans ce contexte, le plaidoyer pour un renforcement du dialogue inter-guinéen.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fournir un point d'entrée non controversée pour un dialogue multipartite et ouvrir la négociation sur l'organisation des élections législatives.</li> </ul>
<p>20. Assurer une assistance accrue et coordonnée par les partenaires internationaux dans l'organisation des élections législatives, y compris dans le domaine de la sécurisation des élections.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Convoquer des réunions régulières entre les partenaires qui appuient le programme RECOPPEL pour partager des informations, pour solliciter la contribution stratégique des partenaires, et pour tirer profit des relations établies et des leçons apprises</li> </ul>
<p>21. Soutenir un exercice pour l'échange des enseignements tirés sur le processus électoral afin d'identifier les principales leçons apprises et de mettre en place des bases plus solides pour les futures élections, et de veiller à l'application des recommandations et des leçons apprises, consignés dans des rapports d'évaluation sur les processus électoraux en vue d'évaluer des futures élections</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tenir des séances de compte rendu post-électoral et de planification stratégique pour les coalitions de partis pour recueillir les leçons apprises et solliciter des recommandations des parties pour les futures élections</li> </ul>
<p>22. Concevoir un programme de renforcement des capacités des groupes et structures parlementaires dans l'Assemblée nationale ainsi que des partis politiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer la capacité des partis politiques de fonctionner de façon stratégique dans un contexte multi-partie, renforcer l'expérience des parties à la négociation politique et au processus de la prise de décision consensuelle.</li> </ul>

Le programme RECOPPEL aurait une incidence directe sur quatre de sept recommandations au total pour le PBC indiqué dans le SMC. En outre, à moins que des mesures concertées soient prises pour renforcer la confiance sur les deux côtés du paysage politique avec les hauts dirigeants et les militants de base des partis, l'impasse électorale persistera et le pays restera bloqué dans sa transition démocratique. Dans cette incertitude institutionnelle, il sera impossible d'avancer sur la mise en œuvre des trois recommandations restantes (23-25) - qui exigent tous une législature démocratiquement élue pour que le PBC puisse procéder à la mise en œuvre.

**Produit 1 : Les capacités des partis politiques guinéens pour recueillir, analyser et utiliser les informations le jour de l'élection de manière convenable et efficace sont renforcées**

**Activités :**

- Personnalisation de l'outil d'observation et développement de la stratégie de communication
- Sensibilisation transversale d'une coalition citoyenne
- Formation des formateurs/superviseurs et délégués de parti
- Surveillance et assistance technique le jour du scrutin
- Communication de la procédure et des résultats le jour de l'élection

**Résultats attendus:**

**Résultat intermédiaire 1.1:** les coalitions des partis politiques développent des outils personnalisés et du matériel de formation pour soutenir le déploiement des délégués du programme-RECOPPEL, ce qui leur permettra de surveiller systématiquement et efficacement de façon holistique les élections législatives de 2012.

**Résultat intermédiaire 1.2:** les partis politiques disposent de meilleures stratégies de communication pour relayer l'information sur les initiatives d'observation des élections des partis pour leurs supporteurs et le public en général, et relayer l'information reçue des délégués de parti le jour du scrutin à un centre de commandement central

**Résultat intermédiaire 1.3:** Les partis ont une capacité renforcée pour déployer leurs délégués qualifiés pour surveiller les résultats le jour du scrutin et sauvegarder les droits politiques des Guinéens et renforcer la confiance dans les résultats

**Indicateurs:**

- les trois (3) coalitions de partis finalisent les outils et matériels de formation intégrant l'assistance technique reçue du NDI dans le cadre du programme RECOPPEL
- les trois (3) coalitions de partis organisent et tiennent conjointement une conférence de presse inter-coalition pour lancer officiellement le programme-RECOPPEL, laquelle conférence sera largement couverte dans les médias locaux à travers le pays

- les trois (3) coalitions de partis développent des chaînes de communication intra-coalition pour permettre aux observateurs des partis de communiquer des données d'observation en temps opportun
- les trois (3) coalitions de partis organisent et tiennent conjointement une conférence de presse inter-coalition avant ou après le jour du scrutin pour donner une mise à jour sur les résultats le jour du scrutin tel que rapportés par les délégués de partis, laquelle conférence sera largement couverte dans les médias locaux à travers le pays
- Au moins 240 maîtres formateurs reçoivent une formation et sont dotés des compétences et connaissances pour faciliter les formations de démultiplication dans les quatre régions de N'Zérékoré, Mamou, Labé, et Kindia
- Les maîtres formateurs appliquent les compétences acquises dans les ateliers de formation des formateurs pour organiser au moins 180 formations de démultiplication dans les préfectures cibles des quatre régions
- Au moins 8.745 délégués de partis (2.915 par coalition) assistent à des formations des délégués de parti
- Au moins 75 % des délégués de parti désignés se rendent dans leurs bureaux de vote assignés le jour du scrutin

**Produit 2 : Les capacités de planification stratégique des coalitions politiques guinéennes dans un cadre multipartite sont renforcées.**

**Activités :**

- *Les Consultations pour renforcer les coalitions de partis*
- *Assistance technique aux partis à cartographier la présence nationale et à élaborer des stratégies de déploiement*

**Résultats :**

*Résultat intermédiaire 2.1: A travers des consultations, les leaders au plus haut des partis politiques ont internalisé les objectifs, la méthodologie et la philosophie du RECOPPEL, et y ont apporté leur adhésion totale ;*

*Résultat intermédiaire 2.2 : Avec l'assistance technique du NDI, les différentes coalitions politiques à partir de la cartographie de présence nationale élaborée, parviennent à un consensus sur les plans de déploiement communs des délégués et des stratégies de mise en œuvre.*

**Indicateurs:**

- les trois (3) coalitions de partis présentent leurs plans de déploiement final au NDI, indiquant le nombre de délégués de chaque parti qui sera responsable du déploiement sur le terrain
- grâce à l'assistance technique du NDI, les trois (3) coalitions de partis finalisent leurs stratégies pour l'identification et le recrutement de délégué

### Composante 3: Cadre logique

Objectifs	Indicateurs mesurables	Moyens de vérification	Hypothèses critiques
<p><b><u>OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT</u></b></p> <p>Consolider la paix et le rétablissement des institutions démocratiques en Guinée en contribuant à une transition réussie</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de réclamations et de manifestations violentes</li> <li>- Nombre de réclamations portées devant la Cour Suprême</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport des observations</li> <li>- Rapport d'évaluation des élections</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque Il de volonté politique pour l'organisation des élections ;</li> </ul> <p>Le climat politique se détériore avec une incidence sécuritaire empêchant la tenue des législatives</p>
<p><b>OBJECTIF IMMEDIAT</b></p> <p>La confiance des acteurs politiques et des citoyens sont renforcées par rapport au processus électoral</p>	<p>Participation effective des blocs politiques au processus</p> <p>Nombre de partis politiques qui participent aux élections législatives</p>	<p>Conventions de participation</p> <p>Rapport de formation</p>	<p>Existence d'un engouement politique favorable</p> <p>Existence de regroupements politiques bien structurés</p>
<p><b>OUTPUT 1.</b></p> <p>Les capacités des partis politiques guinéens pour recueillir, analyser et utiliser les informations le jour de l'élection de manière convenable et efficace sont renforcées</p>	<p>Nombre de personnes formées par parti ou regroupements politiques pour la surveillance électorale</p> <p>Nombre de délégués des blocs politiques disponibles pour les 2543 bureaux de vote couverts par le projet</p>	<p>-Rapport sur les opérations de vote et de dépouillement</p> <p>Rapports d'activité</p>	<p>Existence de cadre de concertations fonctionnelles pour un dialogue inclusif à toutes les échelles</p>
<p><b>RI 1.1:</b> les coalitions des partis politiques développent des outils personnalisés et du matériel de formation pour soutenir le déploiement des délégués du programme-RECOPPEL</p> <p>1.1 <i>Personnalisation de l'outil d'observation et développement de la</i></p>	<p>les trois (3) coalitions de partis finalisent les outils et matériels de formation intégrant l'assistance technique reçue du NDI dans le cadre du programme RECOPPEL</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des différents outils et matériels de formation</li> <li>- Rapport d'observation du personnel et d'activités du NDI</li> <li>- Coupures de presse</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'éventuel éclatement d'une ou plusieurs des trois coalitions ciblées au cours du programme</li> <li>- le boycott des élections par une ou</li> </ul>

<p><i>stratégie de communication</i></p>			<p>plusieurs des trois coalitions ciblées</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'éventuel report des élections de manière indéfinie</li> </ul>
<p><b>Résultat intermédiaire 1.2:</b> les partis disposent de meilleures stratégies de communication pour relayer l'information sur les initiatives d'observation des élections des partis pour leurs supporteurs et le public en général, et relayer l'information reçue des délégués de parti le jour du scrutin à un centre de commandement central</p> <p>1.2 <i>Communication de la procédure et des résultats le jour de l'élection</i></p>	<p>les trois (3) coalitions de partis organisent et tiennent conjointement une conférence de presse inter-coalition pour lancer officiellement le programme-RECOPPEL, laquelle conférence sera largement couverte dans les médias locaux à travers le pays</p> <p>les trois (3) coalitions de partis développent des chaînes de communication intra-coalition pour permettre aux observateurs des partis de communiquer des données d'observation en temps opportun</p> <p>les trois (3) coalitions de partis organisent et tiennent conjointement une conférence de presse inter-coalition avant ou après le jour du scrutin pour donner une mise à jour sur les résultats le jour du scrutin tel que rapportés par les délégués de partis, conférence sera largement couverte dans les médias locaux à travers le pays</p>	<p>Disponibilité des plans de communication des coalitions</p> <p>Coupures de presse et les supports audiovisuels de couverture médiatique</p> <p>Rapports d'étape</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'éventuel éclatement d'une ou plusieurs des trois coalitions ciblées au cours du programme</li> <li>- le boycott des élections par une ou plusieurs des trois coalitions ciblées</li> <li>- l'éventuel report des élections de manière indéfinie</li> </ul>
<p><b>Résultat intermédiaire 1.3:</b> Les partis ont une capacité renforcée pour déployer délégués de parti qualifiés pour surveiller les résultats le jour du scrutin et sauvegarder les droits politiques des Guinéens et renforcer la confiance dans les résultats</p> <p>1.3 <i>Sensibilisation transversale d'une coalition citoyenne;</i></p> <p>1.4 <i>Formation des formateurs/superviseur</i></p>	<p>Au moins 240 maîtres formateurs reçoivent une formation et sont dotés des compétences et connaissances pour faciliter les formations de démultiplication dans les quatre régions de N'Nzérékoré, Mamou, Labé, et Kindia</p> <p>Les maîtres formateurs appliquent les compétences acquises dans les ateliers de formation des formateurs pour organiser au moins 180 formations de démultiplication dans les</p>	<p>Rapports d'activités</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'éventuel éclatement d'une ou plusieurs des trois coalitions ciblées au cours du programme</li> <li>- le boycott des élections par une ou plusieurs des trois coalitions ciblées</li> </ul>

<p><i>rs et délégués de partis politiques;</i></p> <p>1.5 <i>Observation et assistance technique le jour du scrutin</i></p>	<p>préfectures cibles des quatre régions</p> <p>Au moins 8.745 délégués de partis (2.915 par coalition) assistent à des formations des délégués de parti</p> <p>Au moins 75 % des délégués de parti désignés se rendent dans leurs bureaux de vote assignés le jour du scrutin</p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'éventuel report des élections de manière indéfinie</li> </ul>
<p><b>OUTPUT 2. Renforcer les capacités de planification stratégique des coalitions politiques guinéennes dans un cadre multipartite</b></p>	<p>Nombre de coalitions de partis qui présentent leurs plans de déploiement final au NDI, indiquant le nombre de délégués de chaque parti qui sera responsable du déploiement sur le terrain</p>	<p>Rapports de surveillance du personnel et d'activités du NDI</p> <p>Rapports des cadres des partis</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'éventuel éclatement d'une ou plusieurs des trois coalitions ciblées au cours du programme</li> <li>- le boycott des élections par une ou plusieurs des trois coalitions ciblées</li> <li>- l'éventuel report des élections de manière indéfinie</li> </ul>
<p><i>Résultat intermédiaire 2.1: les coalitions des partis politiques parviennent à un consensus sur les plans de déploiement communs des délégués et des stratégies de mise en œuvre</i></p> <p><u>Activités :</u></p> <p>2.1 <i>Les Consultations pour renforcer les coalitions de partis</i></p> <p>2.2 <i>Assistance technique aux partis à cartographier la présence nationale et à élaborer des stratégies de déploiement</i></p>	<p>les trois (3) coalitions de partis présentent leurs plans de déploiement final au NDI, indiquant le nombre de délégués de chaque parti qui sera responsable du déploiement sur le terrain</p> <p>grâce à l'assistance technique du NDI, les trois (3) coalitions de partis finalisent leurs stratégies pour l'identification et le recrutement de délégué</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des plans de déploiement</li> <li>- Fiches de déploiement des délégués des différentes coalitions</li> <li>- Rapport de surveillance du personnel et d'activités du NDI</li> <li>- Rapport des cadres des partis politiques</li> </ul>	

## Composante 4: Budget

### Peacebuildingfund Project Budget Template [PNUD]

PROGRAMME BUDGET		TOTAL AMOUNT (US\$)	ESTIMATED UTILIZATION OF RESOURCES (US\$)		
CATEGORY*			Year 1 / tranche 1	Year 2 / tranche 2	Year 3 / tranche 3
1	staff and other personnel cost	98.834	98.834	0	0
2	Supplies, Commodities, Materials	14.510	14.510	0	0
3	Equipment, Vehicles and Furniture including Depreciation	98.608	98.608	0	0
4	Contratual Servides	239.885	239.885	0	0
5	Travel	143.050	143.050	0	0
6	Transfers and Grants to Counterparters	174.528	174.528	0	0
7	General Operating and Other Direct Costs	71.707	71.707	0	0
Total Programme Costs		841.122	841.122	0	0
	Indirect Support Costs (7%)**	58.878	58.878	0	0
TOTAL		900.000	900.000	0	0

**NB :** Ce budget prend en compte les frais d'administration du PNUD et les frais de suivi de l'expert national en Dialogue et du responsable en suivi et évaluation du PBF

## Composante 5: Arrangements de gestion

Toutes les activités de ce projet seront réalisées sous la coordination de l'équipe du secrétariat du plan prioritaire de consolidation de la paix qui est déjà prise en charge par le plan prioritaire et les projets existants sur financement du PBF.

Le PNUD sera l'agence d'exécution, à ce titre il assure l'administration des fonds alloués au projet et aura la responsabilité de signer l'accord de partenariat avec l'ONG NDI

Le Directeur résident du programme du NDI pour la Guinée sera responsable de la mise en œuvre globale du programme et de l'élaboration des rapports. Il serait soutenu par le personnel à temps plein du NDI en Guinée à planifier et à organiser des ateliers et événements, avec l'aide d'assistant financier chargé des finances du programme. Au regard de l'intensité du programme-RECOPPEL et de la nécessité d'un engagement substantiel et soutenu, le NDI aidera à identifier un nombre important de consultants locaux pour aider le personnel de NDI en Guinée à mettre en œuvre le programme, avec le soutien périodique du personnel et experts techniques du programme de l'Institut à DC. Le NDI déploiera également un membre du personnel de la sous-région en Guinée pour plusieurs mois pour servir de coordinateur du programme-RECOPPEL de façon temporaire et pour fournir un soutien administratif au programme.

Le personnel du NDI à Washington, y compris un gestionnaire principal de programme (SPM), un cadre supérieur chargé de programme (SPO), et un assistant de programme (AP); apporteront des orientations en gestion et un appui ciblé au programme au titre du programme, le cas échéant. Le SPM assumerait toute la responsabilité de la gestion de projet et offrira des conseils stratégiques, et des directives tout au long du programme. Le SPO sera chargé de coordonner la mise en œuvre, notamment concernant le recours aux meilleures pratiques institutionnelles des programmes similaires du NDI dans d'autres pays. Elle sera également responsable de la conformité avec le programme du NDI, et l'établissement des rapports prévu par les subventions et d'autres obligations contractuelles et de liaison. L'AP devrait aider le SPO et le SPM dans les activités de coordination du programme, la collecte d'informations et la rédaction des rapports de programme du PNUD. Par ailleurs, le personnel des équipes fonctionnelles du NDI sur les élections, la gouvernance, et les partis politiques offrirait des conseils techniques supplémentaires et le soutien, au besoin.

Les activités du projet démarrent à partir de janvier 2013 pour une période de 6 mois.

#### Calendrier estimatif des activités

Activités	Partenaires responsables de mise en œuvre	1	2	3	4	5	6
Finalisation d'un document de projet détaillé	NDI, PNUD	X					
Finalisation du MOU et transfert des fonds		X					
Contacts avec les blocs politiques pour identification des délégués	NDI	X	X				
Finalisation et validation des outils méthodologiques	NDI		X				
Formation des formateurs	NDI			X			
Réplication des formations en cascades	NDI			X	X		

Finalisation de la cartographie des partis politiques	NDI		X	X	X		
Déploiement des délégués et des superviseurs (cette opération pourrait se faire entre les mois 5 et 6 du projet)	NDI					X	X
Rapport final du projet	NDI						X
Missions de supervision et de suivi	PNUD, PBF			X			X

### **Composante 6: Suivi et évaluation**

Le suivi et évaluation du projet sera la responsabilité des partenaires de mise en œuvre sous la supervision de l'unité de gestion du projet de PNUD et des départements ministériels impliqués. Chaque partenaire va soumettre un plan de suivi utilisant les indicateurs fournis dans le cadre logique du présent projet par et pourrait les enrichir avec des indicateurs quantitatifs pour leurs activités respectives. Pendant la mise en œuvre du projet, les partenaires seront également chargés de collecter toutes les données utiles pour l'évaluation. Chaque partenaire va produire un rapport trimestriel avec une section dédiée aux résultats du suivi et évaluation par trimestre. L'unité de gestion pour la coordination du projet visitera les projets pour vérifier, la mise en œuvre des actions, des chiffres et pour donner les conseils nécessaires pour la mise en œuvre des plans de suivi et évaluation.

Par ailleurs, ce projet est réalisé en partenariat avec le gouvernement Guinéen qui a la responsabilité, à travers les ministères concernés, de faciliter la mise en œuvre des toutes les activités du projet et aussi de faire le suivi sur terrain pour s'assurer de la réalisation effective par les partenaires de toutes les activités du projet.

Enfin, il est important de noter que le projet collaborera très étroitement avec l'Unité de Coordination et de supervision du PBF-Guinée comprenant un Coordinateur et un spécialiste de suivi-évaluation qui veilleront à son intégration dans les mécanismes globaux de coordination, de rapportage et de suivi-évaluation du Plan d'actions prioritaires. Cette Unité veillera également à la création de synergies et de cohérences avec les autres projets PBF et à l'analyse des leçons qui seront engendrées.

Le suivi évaluation de chacune des activités sera sous la responsabilité de l'équipe de coordination du PBF et particulièrement de l'expert en suivi-évaluation. Ce dernier élaborera un cadre spécifique de suivi-évaluation pour les résultats globaux du projet et un plan détaillé pour chaque activité de ce projet.

L'expert en suivi-évaluation veillera notamment à l'alimentation mensuelle du cadre de suivi-évaluation, en lien avec la chargée de Programme Paix et Gouvernance du PNUD. Des missions conjointes de suivi sur le terrain seront organisées régulièrement en associant les différentes agences intervenantes, la coordination du PBF et les ministères et structures nationales impliquées dans l'exécution du

Le NDI utilisera diverses méthodes pour mesurer et évaluer les progrès vers les objectifs du programme, et évaluera la réalisation de ces objectifs à travers une série d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs. Les rapports du personnel, l'observation directe des participants pendant les activités du programme, et l'évaluation des activités par les participants sont des méthodes courantes employées par le NDI.

Au début du programme, le NDI établirait un conseil consultatif mixte pour fournir une orientation stratégique au programme, et veiller à ce que le programme soit guidé et suivi par toutes les parties prenantes. Par conséquent, en accord avec la politique du PNUD, le NDI tiendrait des consultations avec le point focal du PNUD / Fonds de consolidation de la paix et le président du CCMC afin de désigner les membres de la CENI, le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD), les organismes donateurs qui appuient le programme-RECOPPEL et d'autres institutions appropriées pour servir sur un « comité consultatif technique » ou un conseil consultatif pour le programme. Les membres du Comité fourniront des orientations stratégiques au programme pour faciliter la mise en œuvre efficace du programme et maximiser l'impact de ses activités. Le NDI convoquera des réunions de consultation régulières pour le groupe afin d'assurer la coordination entre les organisations respectives dans le groupe de travail et partager les leçons apprises à travers la mise en œuvre des activités du programme. Tous les membres du conseil consultatif siègent à titre de pro bono.

### **Composante 7: Analyse des risques et hypothèses**

Au cours de la mise en œuvre de ses précédents programmes financés par le PNUD, et au regard l'évolution constante de la situation politique, le NDI a fréquemment adapté le calendrier et le contenu des activités pour répondre à l'environnement politique instable de la Guinée. Compte tenu de la polarisation du discours politique en Guinée, il y a des raisons de croire que ces mêmes risques et contraintes pourraient continuer à influencer le programme proposé ; notamment:

- la situation politique et sécuritaire en Guinée pourrait dégénérer;
- l'éventualité de restrictions de liberté d'expression et d'association;
- l'éventuel éclatement d'une ou plusieurs des trois coalitions ciblées au cours du programme;
- le boycott des élections législatives par certains partis de l'opposition;
- l'éventuel refus des délégués de partis de se déployer dans leurs bureaux de vote parce que les partis ne prennent pas en charge les frais de déploiement (voyage, repas, etc.), et
- l'éventuel report des élections de manière indéfinie, ou à une date au-delà de la durée du programme.

Si l'un de ces risques ou contraintes ci-dessus décrits empêche le NDI à mettre en œuvre le programme comme prévu, l'Institut consultera le PNUD et révisera son programme en conséquence. L'Institut ne ménagera aucun effort pour proposer d'autres activités qui permettront d'atteindre, néanmoins, les objectifs énoncés du programme. Cependant, l'Institut s'attend à ce que les activités proposées puissent contribuer à l'atténuation de plusieurs des risques programmatiques ci-dessus énumérés.

**PEACEBUILDING FUND**  
**ANNEX I**  
**PROJECT SUMMARY PART ONE**

<b><u>Recipient UN Organization:</u></b>	Programme des Nations Unies Pour le Développement, PNUD-Guinée			
<b><u>Implementing Partner(s):</u></b>	National Democratic Institute			
<b><u>Project Number:</u></b>	<b><u>PBF/</u></b>			
<b><u>Title:</u></b>	Renforcement de la Confiance des Partis Politiques et de l'Electoral 'RECOPEL'			
<b><u>Location:</u></b>	République de Guinée			
<b><u>Approved Project Budget:</u></b>	\$ 900 000			
<b><u>Duration:</u></b>	6 mois			
<b><u>SC Approval Date:</u></b>	01/13	<b><u>Start:</u></b>	à	<b><u>Completion:</u></b> 06/13
<b><u>Project Description:</u></b>	<p>Le programme-RECOPPEL soutiendra les partis politiques guinéens à travailler ensemble dans la planification et la mise en œuvre des efforts des délégués de parti, de manière à réduire les tensions politiques, à accroître la transparence électorale, et à renforcer la confiance du public dans les institutions démocratiques naissantes de la Guinée.</p> <p>L'objectif global du programme proposé est d'améliorer la confiance des dirigeants de partis politiques guinéens et du grand public dans le processus électoral législatif et promouvoir des élections législatives crédibles et apaisées en Guinée afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la capacité des partis politiques guinéens pour recueillir, analyser et utiliser les informations le jour de l'élection de manière convenable et efficace</li> <li>- Renforcer les capacités de planification stratégique des coalitions politiques guinéennes dans un cadre multipartite.</li> </ul>			
<b><u>PBF Priority Area:</u></b>	<p>Les structures d'appui mises en place permettent d'établir des conditions nécessaires pour finaliser la phase transitoire actuelle et s'engager sur la voie dynamique du développement fondé sur les efforts conjoints des acteurs étatiques et non-étatiques afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire avancer la réconciliation nationale entre les populations et l'Etat/ les forces armées d'une part, et entre les Guinéens eux-mêmes d'autre part,</li> <li>• Réduire effectivement les risques d'escalades de violence, et</li> <li>• Aboutir à une stabilité politique par le respect fondamental des Droits de l'Homme et l'instauration de l'État de droit.</li> </ul>			

	<p>i. les capacités des partis politiques guinéens pour recueillir, analyser et utiliser les informations le jour de l'élection de manière convenable et efficace sont renforcées</p> <p>ii. les capacités de planification stratégique des coalitions politiques guinéennes dans un cadre multipartite sont renforcées.</p>
--	--

<p>Key Project Activities:</p>	<p>Produit 1 : Les capacités des partis politiques guinéens pour recueillir, analyser et utiliser les informations le jour de l'élection de manière convenable et efficace sont renforcées</p> <p><u>Activités :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Personnalisation de l'outil d'observation et développement de la stratégie de communication</li> <li>- Sensibilisation transversale d'une coalition citoyenne</li> <li>- Formation des formateurs/superviseurs et délégués de parti</li> <li>- Surveillance et assistance technique le jour du scrutin</li> <li>- Communication de la procédure et des résultats le jour de l'élection</li> </ul> <p><u>Résultats attendus:</u></p> <p><u>Résultat intermédiaire 1.1:</u> les coalitions des partis politiques développent des outils personnalisés et du matériel de formation pour soutenir le déploiement des délégués du programme-RECOPPEL, ce qui leur permettra de surveiller systématiquement et efficacement de façon holistique les élections législatives de 2012.</p> <p><u>Résultat intermédiaire 1.2:</u> les partis politiques disposent de meilleures stratégies de communication pour relayer l'information sur les initiatives d'observation des élections des partis pour leurs supporteurs et le public en général, et relayer l'information reçue des délégués de parti le jour du scrutin à un centre de commandement central</p> <p><u>Résultat intermédiaire 1.3:</u> Les partis ont une capacité renforcée pour déployer leurs délégués qualifiés pour surveiller les résultats le jour du scrutin et sauvegarder les droits politiques des Guinéens et renforcer la confiance dans les résultats</p> <p>Produit 2 : Les capacités de planification stratégique des coalitions politiques guinéennes dans un cadre multipartite sont renforcées.</p> <p><u>Activités :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Les Consultations pour renforcer les coalitions de partis</i></li> <li>- <i>Assistance technique aux partis à cartographier la présence nationale et à élaborer des stratégies de déploiement</i></li> </ul> <p><u>Résultats :</u></p> <p><u>Résultat intermédiaire 2.1:</u> A travers des consultations, les leaders au plus haut des partis politiques ont internalisé les objectifs, la méthodologie et la philosophie du RECOPPEL, et y ont apporté leur adhésion totale ;</p> <p><u>Résultat intermédiaire 2.2:</u> Avec l'assistance technique du NDI, les différentes coalitions politiques à partir de la cartographie de présence nationale élaborée, parviennent à un consensus sur les plans de déploiement</p>
------------------------------------	--

aly

	communs des délégués et des stratégies de mise en œuvre.
Procurement:	

**PROJECT STATUS UPDATE PART TWO**  
**STATUS REPORT AS OF (date)**

<b>Recipient Organization:</b>	UN	Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD	
<b>Implementing Partner(s):</b>		National Democratic Institute, NDI	
<b>Project Number:</b>		E/	
<b>Title:</b>		Renforcement de la Confiance des Partis Politiques et de l'Electorat, RECOPEL	
<b>JSC Approval Date:</b>		30 Mai 2012	
<b>Funds Committed:</b>		<b>% of Approved:</b>	
<b>Funds Disbursed:</b>		<b>% of Approved:</b>	
<b>Forecast Final Date:</b>		<b>Delay (Months):</b>	

<b><u>Outcome/Indicators:</u></b>	<b><u>Achievements/Results:</u></b>	<b><u>Challenges (including expected effect on project results):</u></b>
<p><b>Produit 1 : Les capacités des partis politiques guinéens pour recueillir, analyser et utiliser les informations le jour de l'élection de manière convenable et efficace sont renforcées</b></p> <p><b>Indicateur 1.1 :</b> les trois (3) coalitions de partis finalisent les outils et matériels de formation intégrant l'assistance technique reçue du NDI dans le cadre du programme RECOPEL</p> <p><b>Indicateur 1.2</b> Au moins 240 maîtres formateurs reçoivent une formation et sont dotés des compétences et connaissances pour faciliter les formations de démultiplication dans les quatre régions de N'Zérékoré, Mamou, Labé, et Kindia</p> <p><b>Indicateur 1.3</b> Les maîtres formateurs appliquent les compétences acquises dans les ateliers de formation des formateurs pour organiser au moins 180 formations de démultiplication dans les préfectures cibles des quatre</p>	<p><b>Résultat intermédiaire 1.1:</b> les coalitions des partis politiques développent des outils personnalisés et du matériel de formation pour soutenir le déploiement des délégués du programme-RECOPEL, ce qui leur permettra de surveiller systématiquement et efficacement de façon holistique les élections législatives de 2012.</p> <p><b>Résultat intermédiaire 1.2:</b> les partis politiques disposent de meilleures stratégies de communication pour relayer l'information sur les initiatives d'observation des élections des partis pour leurs supporteurs et le public en général, et relayer l'information reçue des délégués de parti le jour du scrutin à un centre de commandement central</p> <p><b>Résultat intermédiaire 1.3:</b> Les partis ont une capacité renforcée pour déployer leurs délégués qualifiés pour surveiller les résultats le jour du scrutin et sauvegarder les droits politiques des Guinéens et renforcer la confiance dans</p>	<p>la situation politique et sécuritaire en Guinée est stabilisée;</p> <p>l'éventualité de restrictions de liberté d'expression et d'association est réduite;</p> <p>l'éventualité de l'éclatement d'une ou plusieurs des trois coalitions ciblées au cours du programme est minimisée;</p> <p>le boycott des élections législatives par certains partis de l'opposition est évitée;</p> <p>les délégués de partis sont effectivement déployer dans leurs bureaux de vote et la prise en charge les frais de déploiement (voyage, repas, etc.) est assurée;</p>

alg

<p>régions</p> <p><b>Indicateur 1.4</b> Au moins 8.745 délégués de partis (2.915 par coalition) assistent à des formations des délégués de partis</p> <p><b>Indicateurs 1.5</b> au moins 75 % des délégués de parti désignés se rendent dans leurs bureaux de vote assignés le jour du scrutin</p>	<p>les résultats</p>	<p>les élections se tiennent dans les délais , à une date couvrant la durée du programme.</p>
<p><u>Produit 2 : Les capacités de planification stratégique des coalitions politiques guinéennes dans un cadre multipartite sont renforcées.</u></p>	<p>Résultat intermédiaire 2.1: A travers des consultations, les leaders au plus haut des partis politiques ont internalisé les objectifs, la méthodologie et la philosophie du RECOPPEL, et y ont apporté leur adhésion totale ;</p> <p>Résultat intermédiaire 2.2 : Avec l'assistance technique du NDI, les différentes coalitions politiques à partir de la cartographie de présence nationale élaborée, parviennent à un consensus sur les plans de déploiement communs des délégués et des stratégies de mise en œuvre.</p>	

alg